

Manque d'effectifs et de sécurité dans les établissements scolaires de l'Eure

La grogne se répand dans tout le département

Une rencontre entre l'inspection académique de l'Eure et une délégation intersyndicale s'est tenue ce mercredi 9 juin, à Évreux, en réponse à la colère de personnels qui déplorent une banalisation de la violence et une pénurie de moyens.

Leur colère n'a d'égal que leur détermination : ce mercredi 9 juin, une semaine jour pour jour après un premier rassemblement de contestation, enseignants, personnels d'établissements scolaires, parents d'élèves et syndicats se sont à nouveau réunis devant les locaux de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de l'Eure, à Évreux, pour continuer de réclamer plus de sécurité au quotidien et plus de moyens humains.

Point de non-retour

Ce sont les tirs de mortiers d'artifice dont le collège Jean-Jaurès a été la cible le vendredi 28 avril qui ont mis le feu aux poudres. Depuis, la mobilisation enfle, d'autant que cette fois-ci, les représentants de plus d'une vingtaine d'établissements du département ont convergé jusqu'au boulevard Georges-Chauvin. Car pour beaucoup, le collège ébroïcien n'est malheureusement pas le seul à souffrir d'une dégradation des conditions d'enseignement.

« La situation à Jean-Jaurès est la partie émergée de l'iceberg, c'est le révélateur de la situation de tous les établissements de l'Eure, car partout les postes manquent, martèle Laurent Baussier, de Force Ouvrière. Les collègues sont rassemblés et mobilisés pour dire stop, car on a atteint un point de non-retour. »

« Nous sommes un département sinistré »

Sur les coups de 15 h, une délégation intersyndicale FO FSU CGT Unsa et Sud a été reçue par l'inspecteur d'académie Laurent Le Mercier afin de lui remettre les motions de chaque établissement - une vingtaine au total -, motions qui demandent essentiellement des moyens nécessaires pour leur bon fonctionnement. **« Tous se disent qu'ils ne peuvent pas faire la rentrée telle qu'elle est préparée, car il n'y a pas assez de sur-**

veillants, de postes d'enseignants, et même de remplaçants, poursuit le délégué syndical. **Ils ne peuvent pas continuer à travailler dans ces conditions-là, c'est pourquoi nous demandons à l'inspection académique de transmettre nos demandes au ministre de l'Éducation nationale pour qu'il redonne les moyens nécessaires à l'Eure pour fonctionner, car nous sommes un département sinistré !** », ce à quoi Laurent Le Mercier s'est engagé.

L'intersyndicale réclame aussi que toutes les délégations des établissements soient reçues d'ici la fin de l'année. « **Des ajustements devront être faits rapidement pour que les choses changent d'ici la rentrée prochaine** », ajoute Laurent Baussier.

Rentrée perturbée ?

Également membre de la délégation intersyndicale, Cécile Chandavoine (FSU), professeure dans un établissement scolaire de Gravigny, rappelle l'importance « **que tous, organisations syndicales et citoyens, nous mettions le Conseil départemental, qui gère les collègues, et les politiques devant leurs responsabilités** », sous les applaudissements des quelque 200 personnes mobilisées.

À l'issue de la réunion, les représentants syndicaux ont fait état de profondes divergences : « **M. Le Mercier nous a assuré que les indicateurs dont il dispose ne montrent pas une dégradation dans les établissements du département, et nous le regrettons** », rapporte Laurent Baussier. Sur la question de la fermeture des collèges Pablo-Neruda à Évreux et Pierre-Mendès-France à Val-de-Reuil, l'inspecteur d'académie défend la mixité sociale que cette décision a apportée, tandis que les manifestants, par la voix des syndicats, insistent sur la nécessité de rouvrir un établissement sur chacun de ces deux secteurs.

Enfin, « **nous avons insisté sur le fait que si le ministre ne répondait pas à nos demandes, les collègues n'accepteraient pas de faire la rentrée dans ces conditions-là** ». Reste donc à savoir quel intérêt portera Jean-Michel Blanquer à la détresse des établissements de l'Eure.

Mathis Pivette



Environ 200 personnes étaient rassemblées devant l'inspection académique de l'Eure, mercredi 9 juin, pour réclamer plus de moyens humains dans les établissements scolaires du département.